

"L'énergie nucléaire et les partis. Un Euratom socialiste ?" dans La Métropole (21 mars 1956)

Légende: Le 21 mars 1956, le quotidien catholique anversois La Métropole critique l'attitude des partis socialistes européens qui réclament la nationalisation de l'industrie nucléaire naissante en Europe.

Source: La Métropole. 21.03.1956. Anvers. "L'énergie nucléaire et les partis. Un Euratom socialiste ?", p. 1.

Copyright: Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/l_energie_nucleaire_et_les_partis_un_euratom_socialiste_dans_la_metropole_21_mars_1956-fr-2db3480b-531e-40df-98a1-cf8e81b3feba.html

Date de dernière mise à jour: 05/11/2015



L'énergie nucléaire et les partis. Un Euratom socialiste ?

Le rapport de M. Pierre Wigny sur la question de l'énergie nucléaire a provoqué quelques remous qui sont loin d'être apaisés. Au cours même des travaux de l'Assemblée commune de la CECA, M. Dehousse, au nom du groupe socialiste, a lu une déclaration réclamant en termes plus ou moins diplomatiques la nationalisation de l'industrie nucléaire à naître. Dans *Le Peuple*, M. Housiaux, directeur du quotidien socialiste, est revenu, au début de cette semaine sur le même thème, en termes énergiquement marxiste.

Prophète inspiré, M. Housiaux a notamment insisté sur le fait que la bataille de l'énergie nucléaire allait être le grand combat du siècle, entre les forces « conservatrices et rétrogrades » et les progressistes démocrates. Nous nous permettons de penser que M. Housiaux sera d'accord avec nous pour dire que le grand problème de cette époque, en matière atomique, est de savoir si l'énergie nucléaire échappera à un usage aussi militaire que destructeur pour ne servir qu'à des fins pacifiques. Sur ce point, « conservateurs » et « progressistes » pourraient tout de même s'entendre préalablement aux imprécations marxistes.

Pour le reste, les socialistes sont évidemment libres de réclamer la nationalisation de l'industrie nucléaire comme ils en ont exigé préalablement une série d'autres.

Le fait est qu'il n'y a pas de majorité européenne en faveur de cette thèse ainsi que l'a démontré la réaction de l'Assemblée commune de la CECA où chrétiens et libéraux ont approuvé la thèse de M. Wigny quant à la propriété nucléaire. M. Wigny a parfaitement démontré que contrôle en matière atomique — et il doit être sévère — ne doit pas être confondu avec nationalisation. Rien ne serait plus détestable pour l'industrie nucléaire naissante qu'une mainmise brutale des pouvoirs publics à l'échelle internationale. Il en résulterait une évidente paralysie. Imagine-t-on ce qui serait advenu d'une industrie automobile naissante soumise à un dirigisme nationalisé ? Elle n'aurait certes pas connu l'essor que l'on sait. La libre entreprise doit demeurer le fondement de notre économie, en industrie nucléaire comme ailleurs, avec les adaptations qui s'imposent en matière de contrôle en raison de sa création particulière c'est-à-dire militaire.

M. Housiaux s'indigne parce qu'on demanderait à l'État de fournir les savants et les équipements de base, après quoi la propriété privée viendrait « profiter sur... ». Curieuse indignation. Car c'est toujours ainsi. Ce n'est pas l'industrie qui finance les écoles universitaires ou techniques et il a toujours été considéré comme normal que l'État crée la structure économique générale à partir de laquelle le secteur privé démarre et produit. C'est la mission supplétive de l'État qui constitue le fondement de cette politique. Ce n'est pas une conception socialiste. Il n'y a aucune raison que celle-ci prédomine en matière atomique pas plus qu'ailleurs.

Le problème ici évoqué ne manquera pas de rebondir prochainement, au Parlement belge, où des interpellations sont annoncées. MM. Buset, Théo Lefèvre et Destenay poseront des questions à M. Spaak. Comment expliquer cette initiative tripartite ? Il s'agit en fait d'une nouvelle étape de l'offensive Monnet et de son comité dont les interpellateurs font partie. Ils ont promis de poser le problème devant le Parlement conformément aux vues de ce comité.

Sans préjuger des exposés des trois présidents des partis nationaux, il est bien permis de se demander si la question est mûre. Du côté social-chrétien, le parti n'a pas étudié le problème ni *a fortiori* pris position. Si son président tranche dans un sens ou dans l'autre, ne s'agira-t-il pas d'une anticipation imprudente ?

Quoiqu'il en soit, il est symptomatique de constater que la presse démocratique chrétienne wallonne prend position en faveur de la thèse socialiste de la nationalisation nucléaire. C'est là une attitude qui n'engage nullement le PSC.

Qu'en est-il, d'autre part, de la liaison entre Euratom et le Marché commun ? Les interpellateurs doivent toucher à ce problème s'ils veulent faire un exposé valable.

Il ne faudrait pas en tout cas que sous le couvert d'une nécessaire solution européenne du problème nucléaire, on passe muscade et on fasse pression pour faire admettre la « nationalisation » d'une industrie

naissante. Nous espérons que le PSC est attentif à cette question, à commencer par son président interpellateur.